



Enquête sociale



La personne accepte-t-elle l'entretien ?

Oui

Non



Etat civil

Nom :

Nom d'usage :

Prénom :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Nationalité :

Mesure de protection judiciaire : Non

Si oui (*type*) : Sauvegarde de justice

Curatelle

Tutelle

Coordonnée du curateur / tuteur :

Célibataire

Concubinage

Partenaire de PACS

Marié Union libre

Veuf(ve)

Divorcé/ séparé

Nom du conjoint :

Enfants :

Nom	Prénom	Age	A charge/placé

Organisation de la cellule familiale

N° tél. :

Situation administrative : CNI Passeport Titre de séjour Titre provisoire

Immatriculation à la sécurité sociale : Oui Non

Mobilité :

Permis de conduire : Oui Non

Le cas échéant : suspendu/annulé :

Depuis le :

Moyens de locomotion (y compris transports en commun) :



Adresse du mis en cause

Propriétaire Locataire Colocataire Hébergé Sans domicile

Stabilité du logement : Oui Non

Nombre de personnes dans le logement : _____ Dont enfants (et âge) : _____

Liens avec les personnes vivant au domicile et historique de la cohabitation :

- La réalité de l'hébergement a-t-elle été vérifiée ? Oui Non
- Quelles démarches l'enquêteur a-t-il effectuées pour vérifier ou tenter de vérifier la réalité des déclarations de la personne ?
- Quelles pièces justificatives peuvent être produites (le cas échéant, les annexer ou préciser selon quelles modalités ou quels délais elles peuvent être produites au juge) ?

Le cas échéant, la personne peut-elle être logée ailleurs et dans quelles conditions ? (lieu, durée...)

Oui Non

Identité de l'hébergeant :

- La réalité de cette solution a-t-elle été vérifiée ? Oui Non
- Quelles démarches l'enquêteur a-t-il effectuées pour vérifier ou tenter de vérifier la réalité des déclarations de la personne ?
- Quelles pièces justificatives peuvent être produites (le cas échéant, les annexer ou préciser selon quelles modalités ou quels délais elles peuvent être produites au juge) ?

Réseau relationnel soutenant l'insertion (entourage, association, relations professionnelles...) :

Analyse : freins/leviers identifiés

- Pièces à fournir : photocopie de la pièce d'identité, justificatif de domicile, accord du/des maître(s) des lieux dans la perspective d'une surveillance électronique.



Antécédents judiciaires

La personne a-t-elle déjà été condamnée ? Oui Non

A-t-elle déjà été incarcérée ? Oui Non

A-t-elle déjà été suivie dans le cadre d'un suivi judiciaire (préciser sa nature le cas échéant)? Oui Non

Aménagement de peine ou DDSE en cours ? Oui Non

Déroulement des éventuelles mesures précédentes :

Eléments sur un éventuel suivi ou une éventuelle détention (notamment les éventuels incidents) – Préciser la source des informations et si elles ont été vérifiées :

Analyse : freins/leviers identifiés

→ Pièces à fournir : photocopie de la pièce d'identité, justificatif de domicile, accord du/des maître(s) des lieux dans la perspective d'une surveillance électronique.



Situation scolaire, professionnelle et activités

Niveau d'étude/diplôme et année d'obtention :

Expériences professionnelles :

Situation actuelle : En emploi En formation Etudiant RQTH
 Sans activité (Inscrit au pôle emploi le.....)

Depuis combien de temps ?

Préciser (profession, type de contrat ou auto-entrepreneuriat, lieu, horaires, et toutes informations utiles) :

Mode de transport et temps de trajet :

- Les déclarations de la personne ont-elles pu être vérifiées ? Oui Non
- Quelles démarches l'enquêteur a-t-il réalisées pour vérifier ou tenter de vérifier la réalité des déclarations de la personne ?
- Quelles pièces justificatives peuvent être produites (le cas échéant, les annexer ou préciser selon quelles modalités ou quels délais elles peuvent être produites au juge) ?

Si non, perspectives d'emploi ?

Quelles pièces la personne peut-elle fournir pour justifier sa situation et ses projets ?

Utilisation du temps libre (préciser l'activité, la durée, le lieu, le mode de transport et le temps de trajet) :



Situation financière

Ressources :

Revenus liés à l'emploi

RSA

Pensions

AAH

Autres

Stabilité financière : Oui Non

Si non, préciser (factures impayées, aucune réserve financière, pas de compte en banque ou de bien de valeur)

Charges courantes :

Dettes et leur nature (banque, loyer, prêt à la consommation, dette « privée », saisies sur salaire...):

Démarches pour résoudre les dettes : Oui Non En cours

Précisions :

Analyse : freins/leviers identifiés – Impact d'une éventuelle incarcération :



Situation sanitaire

Problème de santé (physique ou mental) : Oui Non

Précisions :

Prise en charge : Oui Non

Préciser la nature, la fréquence, l'antériorité, le lieu de prise en charge ainsi que le mode de transport et le temps de trajet :

Consomme de l'alcool : Oui Non

Consomme des produits stupéfiants : Oui Non

Si oui, relation au produit/à l'alcool (conséquences sur la vie quotidienne, raisons de la consommation) :

A déjà investi des démarches de soins/cures en lien avec une addiction Oui Non

Lesquelles et quand :

Ces soins ont-ils été spontanés ? Oui Non

La réalité de ces déclarations a-t-elle été vérifiée ? Oui Non

Préciser :

Semble-t-il exister un risque suicidaire ? Oui Non

Analyse : freins/leviers identifiés – Impact d'une éventuelle incarcération :



Qualité de vie

Utilisation des services et des droits (aide sociale, transport en communs, associations) :

Oui Non

Précisions :

Autonomie pour les actes de la vie quotidienne (déplacements, hygiène, alimentation, santé) :

Oui Non

Précisions :

Analyse : freins/leviers identifiés – Impact d'une éventuelle incarcération :



Avis de la personne

Si la culpabilité devait être établie et une peine d'emprisonnement prononcée, ou si la détention provisoire devait être requise, la personne souhaiterait-elle un aménagement de cette peine ou une alternative à l'incarcération ?

Oui Non

Si non, pourquoi ? Si oui, sous quelle(s) forme(s) ? Dans quelles conditions ?

Conclusions de l'enquêteur



Problématiques identifiées :

Analyse (avantages et inconvénients) des différentes mesures

Pour le CJ :

Pour la surveillance électronique (DDSE, ARSE) :

Si la personne n'est pas propriétaire de son logement ou que le bail n'est pas à son nom ou fait également apparaître le nom d'un tiers, le maître des lieux a-t-il donné son accord écrit (joindre cet accord et préciser ses coordonnées) ?

Pour le PE :

Pour la SL :

Pour le TIG :

Sursis probatoire : (l'enquêteur pouvant informer la juridiction sur les modalités possibles de la prise en charge partenariale)

Libération conditionnelle (dont parentale) :

Jours amende :

Préciser les horaires de sortie nécessaires à l'exercice de ses activités par la personne pour le cas où une mesure nécessitant ces informations serait décidée

Lundi :

Mardi :

Mercredi :

Jeudi :

Vendredi :

Samedi :

Dimanche :

Obligations et interdictions proposées :

**Direction de l'administration pénitentiaire
Sous-direction de l'insertion et de la probation
Département des parcours de peine**

Mars 2020

Impression : Ministère de la Justice/CIN